

Ce texte en espagnol nous a été transmis par la revue « Ni Patrie Ni Frontière » (Voir le site bien fourni de cette bonne revue à cette adresse : <http://mondialisme.org/spip.php?rubrique1>)

Son auteur est Luis Vitale, un historien vénézuélien d'orientation trotskiste.

Son titre originel est « La Dictadura de Gómez y la Lucha Clandestina de los Trabajadores » et il est tiré de l'ouvrage « Notas para una historia del movimiento obrero venezolano » (UCV, Caracas 1981)

Sa traduction a été réalisée par le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen en février 2011. On peut trouver d'autres traductions en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

La dictature de Gómez et la lutte clandestine des travailleurs/euses

LUIS VITALE
NOTES POUR UNE HISTOIRE
DU MOUVEMENT OUVRIER VÉNÉZUÉLIEN
UCV, Caracas 1981

Malgré les 27 années de répression de la dictature de Juan Vicente Gómez (1908-1935) (*), les travailleurs/euses réussirent à créer leurs premières organisations de classe et à réaliser des mouvements de grève significatifs pour l'époque. Avec le surgissement du prolétariat pétrolier se produisit un saut qualitatif dans la structure de la classe ouvrière.

En 1909 fut fondée une des premières organisations de travailleurs de l'histoire du Venezuela, dénommée *Asociación de Obreros y Artesanos del Distrito Federal* (*Association des Ouvriers et Artisans du District Fédéral*), qui éditait le journal « Unión Obrera » (« Union Ouvrière ») (1). Les travailleurs du syndicat des typographes, dont les statuts furent approuvés en 1909, se convertirent en un des secteurs d'avant-garde dans la promotion des nouvelles organisations syndicales.

En relation avec les mouvements de grève, il existe des antécédents avec une grève réalisée par les travailleurs du port de La Guayra en 1908. Une des premières grèves de caractère national fut celle des télégraphistes en mars 1914. Le mouvement trouva son origine dans une baisse de salaire décidée par la Direction Générale du télégraphe. Les télégraphistes de Caracas commencèrent le mouvement de protestation, obtenant le soutien de leurs compagnons d'Oriente, Valencia, Trujillo, Maracaibo et d'autres villes. Ils envoyèrent le télégramme suivant au Directeur Général : « Nous avons reçu votre circulaire, qui n'atténue en rien l'inébranlable résolution des télégraphistes d'Oriente et du reste du Venezuela du fait que sont déjà dépassées les phrases de propositions qu'elle comporte. Nous attendons une augmentation de salaire et un meilleur traitement ou le licenciement immédiat » (2). Les travailleurs en arrivèrent à envisager leur renvoi si leurs revendications n'étaient pas acceptées (3). Dans les archives de Miraflores, qui contiennent de nombreux documents sur cette grève, il existe une communication adressée au Directeur général du télégraphe dans laquelle les dirigeants du mouvement signale : « Hier soir nous avons reçu votre circulaire dans laquelle vous retranscrivez une résolution du Ministère de l'Industrie, datée du 28 février 1914, et par laquelle nous voyons qu'on nous augmente de 10 bolivares par quinzaine, mais comme cette augmentation apparaît prescrite dans la loi Budgétaire 1913-1914, et que c'est le 2 mars que nous sommes

augmentés, pleins d'indignation et avec la dignité qui est propre à tout vénézuélien ayant une haute idée de lui-même, nous protestons énergiquement et nous nous joignons à nos compagnons de la République pour renoncer aux charges que nous assumons si on n'augmente pas nos salaires » (4). Le mouvement de grève, coordonné à l'échelle nationale, exigea la destitution du Directeur général du Télégraphe. Ses membres avaient déjà pris conscience de leur force, reflétée dans la note du 5 mars 1914 diffusée à tous les grévistes : « La corporation des télégraphistes doit avoir une idée claire de la force potentielle qu'elle possède du fait qu'elle est l'essieu sur lequel reposent le gouvernement et le Venezuela commercial, et pour cette raison, il n'y a même pas lieu de penser détourner le cours de ce pas transcendantal qui a été fait, pas qui marquera au cours du temps la route qui nous conduira à la cime de nos justes aspirations » (5).

Le gouvernement ordonnant d'emprisonner les dirigeants il y eut des manifestations générales de solidarité de la part de leurs compagnons : « Nous demandons la suspension des mandats d'arrêt contre les chefs de station de cette ville et de Carúpano, sinon qu'on nous mette aussi en prison car nous sommes solidaires de nos compagnons » (6). Il n'existe pas dans les archives de Miraflores « des documents qui relatent la fin de la journée, mais au vu d'un des derniers télégrammes, les télégraphistes obtinrent la modification du budget qui avait donné naissance à la protestation » (7).

Les traminois de Caracas, les travailleurs du téléphone, du Grand Chemin de Fer du Venezuela et du Chemin de Fer Caracas-La Guayra s'organisèrent vers 1919. Avec l'objectif d'éviter les mesures punitives du gouvernement de Gómez, les boulangers, charpentiers, cordonniers, maçons et d'autres métiers s'organisèrent en « *Sociedades de Socorros y Mutuo Auxilio* » (« *Société de Secours et d'Assistance Mutuelle* ») qui portaient le nom de Saints comme "Sociedad de la Virgen del Carmen" (« Société de la Vierge du Carmen ») et « Divin Rédempteur ». Un vieux dirigeant ouvrier déclara dans une entrevue « à l'entrée du siège du syndicat des traminois il y avait une vierge du carmen. Tous les ouvriers en entrant s'agenouillaient et se signaient. Ils rejoignaient l'assemblée et bientôt l'on voyait comment tel ouvrier qui s'était agenouillé humblement devant la Vierge intervenait de manière combative à propos de leurs revendications. C'était les gens les plus agressifs et combatifs que j'ai vu en de nombreuses années » (8).

Cette couverture tactique facilita le travail clandestin durant la tyrannie de Gómez. Les contacts entre syndicats permirent de créer la première centrale ouvrière vénézuélienne. En 1919 « fut organisée la *Confederación General Obrera (confédération Générale Ouvrière)* basée sur les corporations ouvrières des traminois de Caracas, du Grand Chemin de Fer du Venezuela, du Chemin de Fer Caracas-La Guayra, de la Electric Light Co. et du Téléphone de Caracas. La Confédération édita le journal « *El Obrero* » (« *L'ouvrier* ») qui dura peu » (9). Bien que cet embryon de centrale ouvrière fut réprimée de manière répétée, son activité permit de centraliser les conflits et d'organiser des mouvements de solidarité, exerçant une influence décisive dans le développement de la conscience d'unité de la classe ouvrière vénézuélienne.

La dictature de Gómez s'efforça de contrer cette influence en créant une « *Federacion de Trabajadores* » (« *Fédération de Travailleurs* »), intégrée par quelques éléments inconditionnels. Cette tentative d'étatisation syndicale, c'est à dire de créer un organisme syndical subordonné à l'État, n'eut pas de succès. En 1928, Gómez essaya de freiner les luttes ouvrières en dictant une Loi du Travail qui promulguait la journée de 9 heures.

1919 fut une année de mouvements de grève significatifs, qui osèrent affronter ouvertement la dictature. Les travailleurs des métiers graphiques se lancèrent dans le combat en exigeant de meilleurs salaires. « Les typographes – dit Jesús Prieto Soto – donnèrent de la chaleur à la lutte... Le Président fondateur du syndicat, Leopoldo Matthey Coronado, entama des démarches auprès des autorités du gouvernement du District Fédéral : faisant usage d'un vocabulaire encyclopédiste, il fut accusé d'être un subversif et il resta emprisonné à La Rotunda jusqu'à sa mort. Luis Germán Ferrer, vice-président du syndicat, plus prudent que Coronado, épuisa les moyens de persuasion jusqu'à ce que finalement il déclare une grève à la mi-janvier,

laquelle donna comme résultat la signature de ce qui fut appelé le « tarif 20 » ».

En 1919, il y eut « une grève dans les mines de cuivre d' Aroa, qui se conclut par une augmentation de salaire de 15 centimes et demi par jour » (10). Les cordonniers de la Casa Boccardo obtinrent un triomphe au cours de la grève qu'ils réalisèrent cette année là pour une augmentation de salaire. Les traminois aussi déclenchèrent une grève « pour le salaire horaire et quelques autres conditions de travail, ayant à combattre dans la rue contre la police et contre les briseurs de grève » (11). Cet affrontement des grévistes contre les forces répressives de la dictature de Gómez démontre que les traminois furent un des syndicats les plus combattifs de cette époque.

Ces grèves des premières organisations syndicales vénézuéliennes furent impulsées par une avant-garde ouvrière dont l'idéologie n'a pas encore pu être éclaircie à travers la documentation existante. Tandis que dans d'autres pays d'Amérique latine les luttes sociales du début du siècle furent orientées par la social-démocratie et, fondamentalement, par le mouvement anarchiste, au Venezuela on n'a pas pu évaluer le degré d'influence de ces tendances idéologiques.

Toutefois, quelques indices permettent d'avancer, comme hypothèse de travail, une certaine influence de l'anarchisme dans les premiers organismes syndicaux vénézuéliens. Pérez Salinas note qu'à cause de la répression des grèves espagnoles de 1917, arriva au Venezuela un secteur de travailleurs anarchistes : « Fuyant la répression arrivèrent dans la zone Caraïbe des groupes d'anarcho-syndicalistes et de socialistes espagnols... Ceux qui arrivèrent au Venezuela se dédièrent au travail, mais aussi à planter la semence, à propager l'idée syndicale, en accord avec leurs philosophies respectives, celle de l'anarcho-syndicalisme étant prédominante. » (12).

Un grand connaisseur de l'histoire du mouvement ouvrier, Rodolfo Quintero, a livré de même de précieux antécédents pour l'éclaircissement de l'idéologie prolétarienne des premières décennies du 20^{ème} siècle : « Les traits anarchistes de la période initiale, appréciables en termes de formulations, d'objectifs et de tactiques de l'époque constituent la première des questions. Notons la prédominance de l'atelier artisanal et de la petite manufacture, les prêches et les démarches d'anarcho-syndicalistes européens, principalement espagnols et italiens » qui vinrent œuvrer dans les constructions initiales durant le gouvernement de Gómez. « Parmi ceux-ci - continue Quintero - vinrent des militants d'organisations anarchistes, particulièrement de la Confederacion Nacional del Trabajo (CNT espagnole) fondée en 1910. En plus d'une occasion, je me suis réuni avec quelques uns de ces anarcho-syndicalistes et les publications que nous appelions « *Lecciones Obreras* » (« *Leçons Ouvrières* »), rédigées par moi et diffusées à Caracas en 1930, reflètent un état de confusion idéologique et les effets des exposés réalisés par ces respectables, mais égarés, compagnons anarcho-syndicalistes. Les syndicats des boulangers, des traminois et d'autres organismes dénommés « d'assistance mutuelle » furent sérieusement pénétrés par les idées de Proudhon et Bakounine » (13). Dans cet article, Quintero soutient qu'en 1931, dans le syndicat pétrolier clandestin (SAMOP, *Sociedad de Auxilio Mutuo de los Obreros Petroleos*, Société d'Assistance Mutuelle des Ouvriers Pétroliers), prédominaient des tendances anarchistes ».

Dans un entretien réalisé par le journal « *Compañero* » (« *Compagnon* ») auprès d'un vieux dirigeant syndical vénézuélien d'autres antécédents de l'influence anarchiste sont rapportés : « Dans ce pays il n'y avait pas de main d'œuvre qualifiée et déjà dans ce siècle, quand Juan Vicente Gómez s'en alla à Maracay qu'il commença à faire des constructions, une grande quantité d'ouvriers italiens et espagnols commença à arriver, dans une époque qui abondait dans le sens de l'anarchisme. Parmi ces gens que Gómez engagea vint une grande quantité d'anarchistes, qui semèrent ici l'idée de la lutte ouvrière... Je me rappelle, déjà dans les années 27 et 28, époque des luttes étudiantes, qu'il avait encore de nombreux anarcho-syndicalistes. Eux, ils sous-estimaient le parti politique et ils donnaient une importance fondamentale au syndicat. Ils considéraient que le syndicat était la force définitive pour la transformation de la société et que la révolution devait se

fonder sur la grève générale qui déséquilibrerait la société actuelle et qui convertirait nécessairement la classe ouvrière en l'élément déterminant de la dynamique sociale. Ils prêchaient cela et ils impulsèrent des organisations, parmi les plus anciennes, comme celles des cordonniers, des maçons et de quelques groupes de travailleurs des métiers graphiques qui naquirent sous le signe de l'anarcho-syndicalisme. Je me souviens qu'il y avait un compagnon qui s'appelait Anton, qui était cordonnier, qui se réunissait clandestinement avec ceux d'entre nous qui étaient liés au mouvement ouvrier. Avec lui nous apprîmes les premières notions de ce qu'était un syndicat et de ce qu'étaient ses finalités. Les anarcho-syndicalistes furent ceux qui enseignèrent aux intellectuels les premières choses en rapport avec les syndicats » (14).

Les anarchistes contribuèrent aussi à la structuration des premières organisations du prolétariat pétrolier. Un vieil ouvrier de cette corporation, Raúl Henriquez Estrella, rappelait dans un article avoir reçu une orientation anarchiste : En 1930, « mes activités politiques et syndicales se développèrent plus ou moins ainsi : l'espagnol José Fernández, tourneur à l'Atelier Mécanique, marxiste-anarcho-syndical en Espagne m'a convaincu avec ses idées classistes » (15).

L'influence anarchiste fut manifeste jusqu'en 1936. Rodolfo Quintero soutient qu'en plus des travailleurs du pétrole, cette année là « d'autres secteurs de travailleurs s'organisent également en syndicat, leurs dirigeants étant impressionnés par ce nom manié antérieurement dans les conférences et les réunions semi-clandestines où participaient des anarcho-syndicalistes espagnols » (16).

Des nouvelles sources documentaires pourraient amplifier la signification du rôle joué par le mouvement anarchiste au Venezuela. S'il est bien certain que la stratégie des anarchistes n'était pas la plus adéquate pour renverser l'État bourgeois, on ne peut minimiser son influence dans la génération de la conscience de classe antipatronale et anticapitaliste.

Les répercussions de la révolution russe de 1917 dans les secteurs d'avant-garde des travailleurs/euses vénézuélienNEs n'ont pas encore été dûment valorisées. Federico Brito Figueroa apporte d'importantes informations pour l'investigation de ce problème essentiel. « En 1918 commença à circuler à Caracas le journal « *El Obrero* » (« *L'ouvrier* »), dont le responsable d'éditions est un monsieur du nom d'Armas, mais le véritable rédacteur est Leopoldo Torres Abandero, le tailleur et poète auquel nous avons eu l'occasion de nous référer antérieurement. Les 7 premiers éditoriaux du journal sont dédiés à l'explication de ce qu'est le bolchevisme, avec des informations et des jugements de valeur écrits depuis des perspectives démocratiques » (17).

Origine et développement du prolétariat pétrolier :

La formation du prolétariat pétrolier dans les années 20 signifia un changement qualitatif dans la structure du mouvement ouvrier vénézuélien, alors que se configure la première grande concentration ouvrière du pays.

Le capitalisme se consolide comme le mode de production prépondérant dans une formation sociale où survivait encore quelques formes précapitalistes. Le processus d'urbanisation des villes et villages de la région pétrolière eut une rapide expansion. La population de l'État de Zulia augmenta de 100 000 habitantEs entre 1920 et 1926. Des milliers de paysanNEs, qui étaient chômeurs/euses à cause de la crise agricole, migrèrent vers les zones pétrolières, attiréEs par de meilleurs salaires. Alors que le coefficient de mobilité interne grimpa à 3,91 en 1920, il atteignait 11,8 en 1926 et 13,4 en 1936. C'est dire que la plus grande augmentation des déplacements de population se produisit entre 1920 et 1926. Néanmoins les nouvelles exploitations n'étaient pas capables d'absorber cette masse de paysanNEs à la recherche de nouvelles sources de travail.

Dans les années 20 il existait déjà plus de 10 000 ouvriers du pétrole, soumis à une exploitation inique,

comme le signale Salvador de la Plaza: « Les entreprises impérialistes créèrent les champs pétroliers, dûment grillagés et ils les convertirent en petits États autonomes à l'intérieur de l'État, régis par des règlements et leurs propres corps de police qui avaient pour finalité d'assurer l'exploitation la plus exhaustive des travailleurs vénézuéliens. Le libre commerce dans ces « champs » et l'entrée en leur sein de ceux/celles qui ne portaient pas la fiche d'embauche de la compagnie étaient interdits, tout comme également le transit par les routes construites par les compagnies pour communiquer entre les champs pétroliers ou avec les villages les plus proches » (18).

Les conditions de vie dans les campements pétroliers ont été aussi décrits par Aquiles Ferrer, un vieil ouvrier mineur : À l'époque de Gómez « les salaires oscillaient entre 7 et 9 bolivares pour les ouvriers de dernière catégorie. Les vacances, si on les avait, ne dépassaient pas une semaine ce qu'ils considéraient comme suffisant comme repos... Les habitations à Mene Grande en 1926 s'améliorèrent avec la construction des 50 maisons pour les employés d'une certaine catégorie à Pueblo Viejo, et pour les ouvriers dans des petites baraques avec des murs en branches tressées et des toits en feuilles, situées sur la colline qui était proche des bureaux des dites compagnies. Ces habitations furent éliminées peu à peu pour être déplacées totalement à San Felipe et Pueblo Aparte. Où l'étroitesse était la même dans ces logements, de très mauvaises conditions aussi parce que les toits étaient en zinc dans une zone très basse où la température était épuisante dans ces très pauvres cabanes divisées en espaces de 10 mètres carrés... Le Dr. Néstor Luis Pérez, à ce moment là ministre du budget, en visite officielle pour observer le mode de vie des ouvriers du pétrole, en s'arrêtant devant les habitations, près de la ferme Tasajera, resta surpris en contemplant un tel tableau, ce pour quoi il dit : Comment est-il possible de vivre dans ces cabanes qui ressemblent à des cellules ? Il ne s'expliquait pas comment ils pouvaient supporter d'y habiter dans une atmosphère si asphyxiante... Là bas plus de 150 hommes s'entassaient dans chacun des campements. Les hamacs étaient accrochés aux plus grosses poutres pour qu'ils puissent supporter le poids des charges des hottes en osier dans cet endroit étroit. Il y avait des paniers quasiment jusqu'en haut du faîtage, qu'il fallait grimper en escaliers. Il fallait voir un tel essaim humain pour pouvoir apprécier la vie en commun dans ces habitations improvisées. C'est ainsi qu'était Lagunillas à cette époque » (19).

Dans ces conditions d'exploitation émergèrent les premiers embryons de conscience de classe : « Les unions mutualistes, les clubs ouvriers, les centres culturels apparaissent sous le toit de zinc de ces cabanes qui font Cabinas et Lagunillas le refuge de toutes les misères. Les prolétaires se réunissent durant les soirées et discutent de leurs conditions de vie... Avoir une maison décente, l'eau et les services sanitaires sont les premières revendications, les élémentaires. Par là commence à se manifester la conscience de classe. Bientôt s'ajoute les revendications de salaires et de fin du traitement despotique que l'arrogance de l'étranger exerce sur les épaules du créole » (20).

Les premiers mouvements de protestation des ouvriers pétroliers commencèrent en 1922 et culminèrent avec l'éclatement de la première grève pétrolière en juin 1925 à Mene Grande. « Là bas - dit Pérez Salinas – fatigués du traitement despotique, arbitraire et humiliant des chefs étrangers des compagnies, les travailleurs entrent en grève qui est promue à travers la harangue de l'ouvrier chauffeur Augusto Malavé, en exigeant une augmentation de salaire » (21). La grève dura 9 jours. Les ouvriers revendiquaient parce qu'on les obligeait à travailler 12 heures par jour, sans jours fériés ni congés payés. Les travailleurs recevaient aussi des amendes pour des motifs quelconques, le Chef Civil se chargeant de les appliquer en argent ou en arrestation.

La grève pétrolière de 1925 constitua un événement marquant dans l'histoire vénézuélienne parce que les travailleurs démontrèrent pour la première fois qu'ils étaient capables de paralyser la principale industrie d'extraction du pays, mettant en relief le potentiel de la nouvelle classe sociale émergente.

Dans ces conflits commença à se forger la nouvelle avant-garde ouvrière vénézuélienne. Selon ce que raconta un de ses membres, l'appui de quelques travailleurs nord-américains fut obtenu : « parmi les perforateurs des

compagnies pétrolières, qui étaient des ouvriers nord-américains, il y avait des syndicalistes et des marxistes. Ces ouvriers étaient occupés ici comme techniciens mais ils étaient membres de syndicats nord-américains... Nous eûmes des discussions avec beaucoup d'entre eux et quelques uns nous orientaient dans le travail politique et syndical, mais devant les ouvriers vénézuéliens nous occultions nos contacts, car en fin de compte ils étaient présentés comme des contremaîtres... On se voyait la nuit et ils nous transmettaient leur expérience et comme ils gagnaient beaucoup d'argent comme contremaîtres ils finançaient le mouvement. Je me rappelle surtout d'un d'entre eux qu'ils appelaient Mister Luis, qui était syndicaliste et nous aidait beaucoup » (22).

Devant l'interdiction de former des syndicats, les travailleurs formèrent à Cabimas, en 1931, un organisme semi-clandestin appelé la « Sociedad de Auxilio Mutuo de Obreros Petroleros » (SAMOP) qui rédigea bientôt un projet de statuts et une liste de revendications. « L'assemblée constitutive de la SAMOP rassembla une assistance de plus de 5000 ouvriers, désignant comme président le même Rodolfo Quintero, qui était alors un employé de la Venezuela Oil Concesions. La SAMOP, malgré sa façade d'organisation mutualiste, fut en vérité le premier syndicat pétrolier » (23).

Après avoir constitué des comités d'entreprise dans chaque centre pétrolier, la SAMOP décida de présenter une liste de revendications et de créer un fond de résistance : 3 jours avant celui désigner pour entamer l'offensive, tous les responsables de la SAMOP furent virés par les compagnies. Le président de l'organisation, Rodolfo Quintero, rapporte que bientôt Mario Maya, gouverneur du District Bolivar, et Armando Valbuena, Chef Civil de Cabimas, à la tête de 15 hommes armés avec les vieux fusils « Mauser » du Gómezisme, le firent prisonnier : « Je fus attaché – dit-il – avec une grosse corde et transféré à la prison de Maracaibo où je fus durant 2 ans jusqu'à ce que je puisse m'enfuir et sortir du pays par la route de Paraguachón ». Et ainsi fut brisé ce mouvement » (24).

Malgré la répression, les travailleurs pétroliers restructurèrent leur organisation clandestine et se constituèrent en un facteur décisif dans le développement du syndicalisme après la mort de Gómez, surtout durant les grèves et mouvements de 1936.

Le mouvement de 1928 :

L'année 1928 fut décisive dans le changement des tactiques de lutte contre la dictature de Gómez. Les manifestations populaires passèrent au premier plan, rendant manifeste une plus grande efficacité que les tentatives putschistes.

Les universitaires profitèrent de « La semaine de l'étudiant » et de l'élection de la reine du festival pour réaliser une puissante manifestation de protestation dans les rues exigeant des libertés démocratiques. La répression de Gómez ne réussit pas à effrayer le mouvement. Les commerçantEs fermèrent leurs magasins, les traminoTs paralysèrent les transports et les maçons suspendirent leurs travaux, s'ajoutant à de nombreux noyaux de travailleurs/euses qui se solidariserent avec les étudiantEs. Eustoquio Gómez, neveu du dictateur, déclara dans une lettre : « Le 25 février ce fut la population qui eut le dessus sur le gouverneur, ce fut une chose étonnante, ils/elles l'auraient lynché si nous ne l'avions pas appuyé à ce moment en prenant des mesures énergiques... Le peuple de Caracas dans les rues racontant effrontément des horreurs contre le général Gómez et son gouvernement » (25).

Les journées de 1928 ne furent pas limitées au mouvement étudiant. La lutte déclenchée par les universitaires fut un détonateur qui fit rapidement éclater toutes les expressions de rébellion contenues depuis bien longtemps dans les couches populaires. À partir de 1928, la mobilisation des travailleurs/euses, étudiantEs et couches moyennes se transforma en l'élément décisif dans la lutte contre la dictature Gómeziste. Peu après les journées universitaires, se déchaînèrent en 1928 les grèves des traminoTs de Caracas, des employéEs de

banque, des boulangers et des travailleurs du port de La Guayra.

Un protagoniste de ces mobilisations, Martín J. Ramírez, relate : « l'attitude combative des travailleurs du port de La Guayra, qui au mois de février réalisèrent une action de grève contre le régime et pour la liberté des étudiantEs. Ce jour là, à 16H, commença la grève dont les participants parcoururent les quais et terrains de l'ancienne Corporation du Port, sortant bientôt pour terminer avec une concentration dans laquelle parla l'écrivain et journaliste Elías Pérez Sosa, qui dirigeait et éditait un journal nommé « *Azul* » (« *Bleu* ») (26).

Un des initiateurs du mouvement de 1928 fut le poète Pío Tamayo. Né dans le Tocuyo, État de Lara, il avait parcouru Puerto Rico et les Etats-Unis. À Panama, il entra en relation avec des secteurs révolutionnaires, prenant une part active dans la grève des locataires. Après avoir été expulsé du Panama et du Guatemala pour ses activités politiques en faveur des exploités, il revint au Venezuela en 1926. Il collabora avec le journal « *Mundial* » et avec la revue « *Elite* », où il connut les dirigeants de la *Federacion de Estudiantes*. Les vers qu'il prononça à l'occasion du couronnement de la reine de la Semaine de l'Étudiant en 1928 et sa participation aux luttes dans les rues déterminèrent Gómez à ordonner son arrestation. Un témoin de l'époque, qui fut prisonnier avec Tamayo, relatait : « Nous fûmes beaucoup à être ses disciples et nous sûmes pour la première fois par lui ce que signifiaient les inégalités sociales, la répartition injuste des biens... Nous entendîmes pour la première fois Pío Tamayo, dans sa conférence pleine d'images poétiques, où il relata les luttes des partis politiques, des grèves, de la constitution des syndicats. Nous l'écoutâmes, lui qui était en danger permanent de mort, nous exposer pour la première fois une conception matérialiste de l'histoire et une théorie exacte de ce qui se passait au Venezuela » (27).

Pío Tamayo fut détenu le 14 février avec les dirigeants étudiants Rómulo Betancourt, Jovito Villalba et Prince Lara. *La Federación de Estudiantes* exigea la liberté pour les détenus : « Nous incitons les autorités du District Fédéral à nous réduire à l'emprisonnement dans les plus brefs délais pour partager avec nos compagnons leur douloureuse situation » (28).

Le mouvement de 1928 se prolongea durant tout le mois de février. Le 24, un secteur de femmes fit une manifestation à Caracas appelant à la fermeture des commerces comme protestation contre la détention des étudiants. Le général Willet informait Juan Vicente Gómez « qu'un groupe d'employés de banque et de maisons de commerce essaya d'imposer la fermeture. Ils/elles furent détenuEs et un des manifestantEs fut légèrement blessé dans une bagarre avec la police » (29). Le gouverneur Velasco alertait Gómez sur la gravité des faits auxquels ne participaient pas seulement les étudiantEs mais aussi des secteurs d'ouvrierEs et d'employés : « débuta alors la grève des instituts bancaires dont les employés excitaient les commerces à fermer en guise de protestation... Des détenus dont je parle dans mon télégramme antérieur, 46 sont employés de banques et de maisons de commerce qui furent les instigateurs/rices de la manifestation de protestation et il fallut les réduire par la force, 2 d'entre eux/elles étant blessés. Les autres 25 sont des gens du peuple qui les accompagnaient » (30).

Depuis le port de La Guayra, le docteur Efraín González communiquait au gouvernement : « J'élève à votre connaissance supérieure que cet après-midi le travail des bateaux à vapeurs qui déchargeaient fut interrompu du fait que les employés de commerce en grève envahirent les quais et empêchèrent que les docks continuent leur travail, ceux-ci se rallièrent aux manifestantEs » (31). Antonio Chalbaud Cardono informait le gouvernement le 24 février : « aujourd'hui, après midi, une grève a eut lieu parmi le peuple de ce port, fermant le commerce et suspendant les travaux sur les quais » (32).

Les travailleurs du téléphone et les tramways se joignirent aussi à la grève le 25 février. Le général Willet communiquait : « Aujourd'hui il n'y a pas eu de service téléphonique, les employés s'étant déclarés en grève ; seuls les téléphones automatiques fonctionnaient. Il n'y a pas eu non plus de service de trams » (33). Les manifestations de protestation continuèrent le 26 et le 27, montrant clairement que l'opposition à Gómez

avait dépassé le caractère « putschiste ».

De la génération de 1928 surgirent les principaux leaders politiques du Venezuela postgómezista. À la chaleur des luttes ouvrières et étudiantes se formèrent les premiers noyaux du Parti communiste et les premières organisations politiques des couches moyennes.

La lutte de classe en 1936 :

Après la mort de Gómez (17-12-1935), il y eut une grande mobilisation populaire qui couvrit différents secteurs sociaux. Ce fut un mouvement pluriclassiste, contrôlé en définitive par la bourgeoisie et les couches moyennes qui aspiraient fondamentalement à conquérir des libertés démocratiques et de nouvelles formes de contrôle et de redistribution de la rente pétrolière.

Cependant, la classe dominante n'avait pas un parti bourgeois structuré, ni organiquement ni programmatiquement. La dictature de Gómez n'avait même pas permis l'existence d'un parti bourgeois traditionnel. À la mort du dictateur, il y eut une crise de direction politique que dépassa provisoirement l'armée, représentée par le général Eleazar López Contreras.

En 1936 fut posé au Venezuela le problème de la prise du pouvoir par le mouvement populaire, mais le prolétariat et les couches moyennes radicalisées manquaient d'une direction politique adéquate. Un vieux dirigeant de la gauche vénézuélienne a déclaré dans un entretien : « Au Venezuela le pouvoir ne fut pas pris en 1936, parce que précisément il manquait une direction révolutionnaire, proprement classiste, parce qu'il existait des conditions objectives pour prendre le pouvoir... toutes les masses étaient disposées à prendre le pouvoir, tous les secteurs étaient prêts attendant des ordres et ils auraient pris Miraflores facilement » (34).

La situation de la lutte de classe au Venezuela en 1936 peut être caractérisée comme prérévolutionnaire. La bourgeoisie fut durant les premiers mois de cette année débordée par les mobilisations combatives des travailleurs/euses.

Les actions populaires contre les éléments les plus odieux du gómezisme s'exprimèrent dans le pillage des luxueuses maisons construites par les inconditionnelles du dictateur. Les travailleurs/euses se lancèrent dans les rues, décidés à châtier les membres du Congrès National gómeziste, comme le manifeste un témoin de l'époque : « Nous, *Federación de Estudiantes de Venezuela*, avec tout le peuple dans la rue, nous dûmes convaincre le peuple de laisser se réunir le Congrès National de Gómez. Une fois Gómez disparu, se réunit le Congrès National qui avait nommé Juan Vicente Gómez par décret, devant la fureur des masses qui voulaient les lyncher dans les rues. Et les étudiants d'alors, en 1936, nous marchions avec des brassards, calmant le peuple, parce qu'il saccageait les maisons des gómezistes, parce qu'il incendiait, parce qu'il donnait l'assaut aux bâtiments publics ». (35).

Le processus prérévolutionnaire ne se développa pas qu'à Caracas, il s'étendit aux régions les plus importantes du pays. Dans la zone pétrolière, 4 jours après la mort de Gómez, « Le peuple de Cabimas désigna un comité pour demander au colonel Mario Maya la remise du pouvoir, ce qu'il refusa... Le peuple décida de récupérer les pouvoirs publics encore aux mains des gómezistes. L'agitation chauffa les esprits et la marée psychologique de la masse augmenta sa houle jusqu'à l'héroïsme. Monuments, portraits et affiches gómezistes finirent par terre » (36). Le colonel Maya réprima les manifestations populaires provoquant 37 morts, quasiment tous ouvriers pétroliers. Néanmoins, l'affrontement armé obligea le colonel à démissionner : « La matinée suivante, le peuple vint en personne sur le lieu des sanglants événements. Une junte composée par Régulo Clavel, Enrique Olivares, César Montenegro et Abelardo Ribero, faisant fonction de gouvernement collégial, assumait le pouvoir politique et militaire provisoire à Cabimas » (37).

Des secteurs populaires réussirent à s'emparer de nombreuses zones du pays. Un participant actif de cette période a rapporté : « Il y eut une série de régions au Venezuela qui furent prises par des hommes du peuple, le gouvernement et le Chef Civil gómezistes disparurent et le peuple prit le pouvoir » (38).

Les Comités organisés par les travailleurs/euses constituèrent des manifestations embryonnaires de pouvoir populaire. Bien qu'ils ne réussirent pas à établir une dualité des pouvoirs, dans laquelle un pouvoir ouvrier et pouvoir bourgeois s'affronteront, la situation prérévolutionnaire que vivait le pays encouragea durant l'année 1936 diverses manifestations embryonnaires de pouvoir populaire. Ce saut qualitatif dans la conscience de classe s'exprima dans des zones déterminées par la formation de « Gardes Civiques » et de milices armées. « Dans le Venezuela de 1936, depuis la capitale jusqu'aux villages les plus reculés, on essaya de promouvoir des gardes civiques pour conserver les conquêtes obtenues lors des premiers chocs contre l'ordre gómeziste. Des hommes armés de fusils de chasse ou de révolvers, avec leurs brassards caractéristiques, parcouraient les rues » (39).

Le processus d'organisation des travailleurs/euses se fit par de multiples canaux : syndicats, corporations, clubs politiques, Comités et Associations, où se discutaient les nouvelles alternatives politiques et les revendications immédiates des exploités. Les travailleurs/euses agricoles s'organisèrent également en 1936 en Ligues Paysannes qui projetèrent résolument la lutte pour la terre.

En janvier 1936 les ouvriers des métiers graphiques, les charpentiers, les cordonniers, les traminois, les télégraphistes, les maçons, les ouvriers du tabac et les chauffeurs se réorganisèrent. Les employéEs aussi se joignirent au processus de syndicalisation, en créant en janvier 1936, l'*Asociación Nacional de Empleados* (ANDE) qui « parcourt les magasins insistant devant les propriétaires de ces établissements pour qu'ils/elles mettent à disposition des chaises pour le repos des employéEs... la journée de travail est écourtée. On travaillait jusqu'à 9 ou 10 heures du soir et les dimanche jusqu'à 13H. On lutta également pour le samedi anglais (40).

La *Federación de Estudiantes* se réorganisa le 14 décembre 1935. La *Federación Venezolana de Maestros* (Fédération Vénézuélienne des Instituteurs), qui agissait dans la clandestinité depuis 1932, fut restructurée en août 1936.

La majorité des auteurs soutiennent qu'au Venezuela les syndicats surgirent en 1936 en même temps que les partis politiques. S'il est bien certain que les syndicats acquirent un caractère légal en 1936, les origines du mouvement syndical remontent aux débuts du 20^{ème} siècle, comme nous l'avons montré dans les pages précédentes. Quasiment toutes ces organisations fonctionnèrent dans la clandestinité ou la semi-clandestinité sous la dictature de Gómez, formant des cadres expérimentés qui rendirent possible une massive organisation syndicale en 1936. Durant des décennies, en pleine lutte contre la dictature, se formèrent les militants qui en 1936 conduisirent le rapide processus de syndicalisation légale.

La spécificité du mouvement syndical vénézuélien par rapport au chilien, à l'argentin ou à l'uruguayen réside dans le fait que les syndicats légaux furent, dès le commencement, subordonnés, dans une importante mesure, aux partis politiques en formation, comme l'ORVE (*ORganización VEnezolana*) et le PRP (*Partido Republicano Progresista*). Un vieux dirigeant ouvrier a fait une référence à ce processus de 1936 : « Dans les premiers temps du fonctionnement des syndicats on arriva pratiquement à établir une confusion entre ce qu'était un parti et ce qu'était un syndicat, c'est à dire qu'on essaya de politiser d'une telle manière le mouvement ouvrier que les syndicats fonctionnèrent en bonne partie comme de véritables sections d'un parti » (41).

Cependant, ce contrôle syndical de la part des groupements politiques, fut en 1935 moins absolu que ce que l'on a soutenu car l'ORVE et le PRP étaient des partis depuis peu en processus de formation. À notre avis, le contrôle du mouvement syndical par les partis devint ouvertement manifeste à partir des années 40.

La première grève nationale de l'histoire du Venezuela eut lieu le 14 février 1936. Le gouvernement du général Eleazar López Contreras avait créé une Junte de Censure de la Presse, dénoncée le 12 février par Hernani Portacarrero dans un article publié dans le journal « *La Esfera* » (« *La Sphère* »), avec le titre « *Démocratie ou dictature* ». La grève générale définit comme objectif non seulement la fin de la censure de la presse mais aussi l'abrogation du décret de suspension des garanties constitutionnelles signé le 5 janvier par López Contreras, la démocratisation du pays, la liberté des prisonniers politiques et la destitution des fonctionnaires gómezistes.

Les typographes, la *Federación de Estudiantes* et la *Asociación Nacional de Empleados* appelèrent à la grève générale. Les commerces fermèrent et les transports furent paralysés. Le gouvernement déclencha une répression qui fit 23 morts et 130 blessés. « Cette même après-midi - comme protestation devant le gouvernement - se réalisa la première grande manifestation populaire de notre siècle. Plus de 30 000 personnes se dirigent vers le Palais de Miraflores pour demander le châtement des coupables... L'après-midi et la nuit du 14 le soulèvement populaire continue. Plus de 500 maisons de gómezistes sont pillées et incendiées. » (42). Les secteurs populaires se lancèrent « à l'assaut et à la prise du Gouvernement, où ne se trouvait pas le gouverneur, ils firent prisonniers 2 officiers de l'armée et mirent le feu à 2 camions militaires » (43).

Cette rébellion populaire fut freinée par des membres connotés de la bourgeoisie et des couches moyennes. Quand la grève générale était en pleine apogée, une Commission, menée par des représentants de l'université, de la Presse, des Associations d'Avocats, Médecins et Ingénieurs, eut un entretien avec le général Contreras, obtenant quelques concessions en échange de la suspension de la grève.

La première grève générale conquiert certaines garanties démocratiques, l'expulsion de gómezistes connus, la Sécurité Sociale Obligatoire et une Loi du Travail approuvée en juillet 1936 qui légalisa la journée de 8 heures et les syndicats d'entreprise. Avec cette loi commença le processus d'institutionnalisation du mouvement syndical, par son intégration au système à travers une législation qui restreignait la libre initiative des travailleurs/euses.

L'ascension du mouvement de masse se poursuivit avec la grève du 10 juin 1936. Cette grève se fit pour répudier la « Loi Lara », qui fut présentée au Congrès National par le Ministre de l'Intérieur, le Dr. Alejandro Lara, pour « garantir l'ordre public ».

La grève fut convoquée par le « Comité de défense démocratique », épaulé par la *Federación Obrera Venezolana*, la *Asociación Nacional de Empleados (ANDE)*, la *Federación de Estudiantes* et de nombreux syndicats, en plus des nouveaux partis politiques, comme l'ORVE, le PRP et le *Bloque Nacional Democrático*.

La grève de juin, qui dura 3 jours, fut très combative non seulement à Caracas mais aussi dans la région pétrolière. « À Maracaibo et Cabimas, au milieu de la grève, se produisirent d'énormes manifestations de femmes avec la collaboration de la *Mutualista de Choferes* (Mutuelle des Chauffeurs). À Lagunillas, les chocs des ouvriers contre la police avaient été sanglants » (44).

Durant l'année 1936, il y eut des grèves successives déclenchées par les télégraphistes, les cordonniers, les tramonts et d'autres corporations. Le processus d'organisation syndical fut accéléré ; en décembre 1936, 113 syndicats légalisés fonctionnaient, selon le Mémoire du Ministère du travail de 1947. « Le mouvement syndical fonctionnait en pratique de nuit et les dimanche, parce que ceux qui servaient de dirigeants devaient travailler leurs journées complètes dans des ateliers, des fabriques, des magasins et des bureaux... il n'y avait pas de bureaucratie syndicale mais la foi d'activistes » (45). Ce processus d'organisation syndicale et la nécessité de centraliser les luttes culmina avec l'initiative de créer une centrale syndicale : la *Federación*

Durant l'année 1936, le prolétariat vénézuélien montra pour la première fois dans l'histoire du pays qu'il était la force décisive dans la lutte pour la libération nationale et sociale. Il se prouva, à lui-même, que sans l'alliance avec d'autres secteurs des exploités, la classe ouvrière, seule, ne pouvait conquérir le pouvoir. Cette tâche ne put être menée à bien du fait de l'absence d'un parti marxiste révolutionnaire. Les masses laborieuses furent rapidement canalisées par le populisme d'Acción Democrática.

NOTES DE L'AUTEUR :

- (1) Hemmy Croes, « El movimiento obrero venezolano », p. 49.
- (2) Bulletin des Archives Historiques de Miraflores, N° 28-29, janvier-avril 1964, Année V, Caracas, 1964.
- (3) Ibid, p. 241.
- (4) Ibid, P. 247.
- (5) Ibid, p. 255.
- (6) Ibid, p. 239.
- (7) « Compañero », N° 2, mai 1976.
- (8) Hemmy Croes, op. Cit., p. 51
- (9) Jesús Prieto Soto, « Luchas Obreras por nuestro petroleo », p.12-13
- (10) Hemmy Croes, op. cit., p. 52.
- (11) P.B. Pérez Salinas, op. ci., p. 41.
- (12) Ibid, p. 40.
- (13) Article de Rodolfo Quintero in Jesús Prieto Soto, op. cit.
- (14) « Compañero », N° 2 mai 1976, p. 4.
- (15) Reproduit par Jesús Prieto Soto, op. cit., p. 246.
- (16) Rodolfo Quintero, « Sindicalismo y cambio social en Venezuela », p.60
- (17) Federico Brito Figueroa, « Las repercusiones de la Revolución Socialista de Octubre de 1917 en Venezuela ».
- (18) Salvador de la Plaza, « Economía minera y petrolera de Venezuela », p. 16.
- (19) Déclarations d'Aquiles Ferrer in Jesús Prieto Soto, op. cit., pp. 82-83.
- (20) Domingo Alberto Rangel, « Los andinos en el poder », p. 232.
- (21) P.B. Pérez Salinas, op. cit., p. 42.
- (22) Entretien du journal « Compañero », N° 2, mai 1976.
- (23) P.B. Pérez Salinas, op. cit., p. 44.
- (24) Ibid, p. 44.
- (25) Bulletin des Archives Historiques de Miraflores, N° 4, p. 192, Caracas, 1960.
- (26) Lettre de Martín. J. Ramírez, Tribuna Popular, N° 189, 10 au 16 février 1978.
- (27) Carlos Emilio Fernández, « Hombres y sucesos de mi tierra » (1909-1929), p. 133.
- (28) « El Nacional », Caracas, 24 février 1978, (Documents des Archives Historiques de Miraflores, fournis par Mirtha de Barraez).
- (29) Ibid. p.
- (30) Ibid, p.
- (31) Ibid, p.
- (32) Ibid, p.
- (33) Ibid, p.
- (34) « Compañero », N° 3, juin 1976.
- (35) Ibid, p.
- (36) Jesús Prieto Soto, .op. cit. p. 34.

- (37) Ibid, p.
(38) Entretien dans « *Compañero* », N° 3, juin 1976.
(39) Domingo Alberto Rangel, « *Los andinos en el poder* », p. 308.
(40) P. B. Pérez Salinas, op. cit., p. 48
(41) « *Compañero* » N° 3, juin 1976.
(42) Rafael Gallegos, « *El cachorro Juan Vicente Gómez* », p. 199.
(43) P. B. Pérez Salinas, op. cit., p. 51.
(44) Hemmy Croes, op. cit., p. 82.
(45) P. B, Pérez Salinas . op. cit., p. 48.

NOTES DU TRADUCTEUR :

(*) Juan Vicente Gómez : Gómez commence sa « carrière » comme militaire dans l'armée personnelle de Cipriano Castro qui s'empare du pouvoir en 1899. Gómez devient alors général et il finit par renverser son mentor en 1908, profitant de sa présence en Europe pour raison médicale. De 1908 à sa mort en 1935, il dirigera le Venezuela d'une main de fer soit directement (il est président, sur décision du Congrès, de 1908 à 1913, de 1922 à 1929 et de 1931 à 1935) soit de facto (les autres présidents n'étant apparemment que des hommes de paille de ce dictateur). À partir des années 20 il entreprend de nombreux travaux publics : développement du réseau ferroviaire et routier et d'autres infrastructures. Ces grands travaux sont financés par les revenus tirés de la découverte d'importants champs pétrolifères en 1918. Gómez s'enrichira également considérablement au passage, en octroyant entre autres des concessions juteuses à la firme Shell ou à la Standard Oil.